

[Text]

Canadians for the transition from school to work. Also, with increasing international competitiveness, there are few issues more critical to our future prosperity than the quality of newcomers to the work force.

Je suis très sensible au travail de mon prédécesseur, M. Charest, et je souhaite poursuivre ses initiatives. Des programmes tels le Programme national d'incitation à la poursuite des études, et des projets pilotes comme les stratégies Jeunesse Canada—Nouveau-Brunswick et Canada—Terre-Neuve s'attaquent à l'un des problèmes les plus épineux auxquels nous avons à faire face en tant que Canadiens, c'est-à-dire fournir à l'industrie une main-d'oeuvre compétente.

C'est un fait que les porte-parole de deux entreprises canadiennes sur trois, interrogés au cours d'une enquête menée par le Conference Board, l'année dernière, ont déclaré éprouver des difficultés à cause d'employés analphabètes et incapables de s'acquitter de leurs tâches. En outre, la moitié de tous les employeurs canadiens ont du mal à recruter des travailleurs qualifiés possédant les compétences nécessaires.

Seuls une politique et des programmes bien adaptés permettront à la jeunesse canadienne de se tailler une place sur le marché du travail fortement concurrentiel et exigeant. Compte tenu du marché mondial actuel, il est primordial que tous les secteurs d'activité, dans tous les pays industrialisés, se dotent d'une main-d'oeuvre hautement spécialisée.

While the Labour Force Development Strategy would try to increase the private sector's role in training workers, we must ensure that our youths have the basic education necessary to have access to skills upgrading and the ability to adapt to constant technological change.

This is why the federal government has developed the five-year National Stay-in-School Initiative to reduce the 30% drop-out rate in Canadian high schools. We have allocated \$296.4 million to this initiative, with \$47 million earmarked for its first year of operation.

The Stay-in-School Initiative addresses the impact on Canada's economy of a 30% drop-out rate. In concrete terms, Mr. Chairman, that statistic could amount to 100,000 young people not finishing high school every year.

One in three high school students leaving high school before completing their education represents a tremendous loss of human potential to our country. It is also a major burden to taxpayers. Unemployment insurance for youth alone costs Canadians about \$2 billion annually. An additional \$500 million is spent on social assistance for young people.

Then there are the potential social and personal costs. The individual who drops out of high school at an early age becomes caught up in a demoralizing cycle of low-paying jobs and social assistance, personal frustration at being on the margin of society, and family stress from never being able to make ends meet.

[Translation]

savez monsieur le président. À titre d'éducateur professionnel, je comprends l'importance de préparer les jeunes Canadiens à faire la transition entre les études et le marché du travail. Aussi, dans le contexte d'une compétitivité internationale croissante, peu d'éléments revêtent une importance aussi considérable pour notre prospérité future que la qualité des nouveaux venus au sein de la population active.

I am sensitive to the work begun by my predecessor, Mr. Charest, and I wish to follow through on his initiatives. Programs like the National Stay-in-School Initiative and pilot projects like the Canada/New Brunswick and Canada/Newfoundland Youth Strategies tackle one of the most crucial problems we face as Canadians. We must make all necessary efforts to provide industry with an adequate workforce.

It is a fact that 2 out of every 3 Canadian firms surveyed by the Conference Board of Canada last year reported difficulties with employees who were illiterate and unable to carry out their assigned work. Another fact: one half of all Canadian firms have trouble finding qualified employees with the necessary skills.

Only with focused government policies and programs, can we enable Canada's youth to take its place in a highly competitive, demanding labor market. In today's global market place, an educated, highly skilled workforce is critical to every industry of every industrial nation.

Alors que la stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre tente d'accroître le rôle du secteur privé en ce qui concerne la formation des travailleurs, nous devons nous assurer que nos jeunes possèdent l'éducation de base nécessaire afin d'avoir accès aux options de recyclage et aussi la capacité de s'adapter à l'évolution constante de la technologie.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral a élaboré le Projet national d'incitation à la poursuite des études, d'une durée de cinq ans. Ce programme vise à réduire le taux d'abandon scolaire qui s'élève actuellement à 30 p. 100 dans les écoles secondaires canadiennes. Nous avons affecté à cette initiative 296,4 millions de dollars, dont 47 millions de dollars pour la première année de fonctionnement.

Le Projet d'incitation à la poursuite des études vise à minimiser les conséquences, pour l'économie canadienne, d'un taux d'abandon scolaire qui se situe à 30 p. 100. Concrètement, monsieur le président, ce pourcentage signifie que 100,000 jeunes par année ne terminent pas leurs études secondaires.

Si un étudiant sur trois n'obtient pas son diplôme d'études secondaires, cela représente une perte considérable de potentiel humain pour notre pays. C'est également un lourd fardeau pour les contribuables. Les prestations d'assurance-chômage versées aux jeunes seulement coûtent aux Canadiens environ 2 milliards de dollars par année, sans compter les 500 millions de dollars consentis sous forme d'aide sociale.

Et puis, il y a les coûts éventuels sur les plans social et personnel. Le décrocheur devient prisonnier d'un cercle vicieux qui sape son moral: des emplois mal rémunérés entrecoupés d'aide sociale, la frustration de vivre en marge de la société et le stress familial qu'entraîne l'incapacité de joindre les deux bouts.